

La croissance a ralenti dans les principales économies avancées, passant de 3,2 p. 100 en 2010 à 1,6 p. 100 en 2011. Ce ralentissement a été causé en bonne partie par les événements survenus dans la zone euro. Les tensions budgétaires croissantes et l'incertitude de plus en plus grande au sujet de l'avenir de l'Union monétaire européenne ont provoqué une contraction de la production dans la zone euro au quatrième trimestre. Cependant, des facteurs plus fondamentaux sont à l'origine de la faiblesse de la reprise, tant dans l'Union européenne qu'ailleurs dans le monde développé.

Il est bien établi que les reprises sont plus faibles et durent plus longtemps au lendemain d'une crise financière. Le processus de désendettement dans le secteur financier et celui des ménages allonge la période de reprise, tandis que le climat de stagnation que l'on observe sur les marchés du crédit et du logement contribue à aggraver le problème. Jusqu'à ce que ce processus ait suivi son cours normal, la croissance de la consommation et de l'investissement sur le marché intérieur sera anémique et le chômage élevé persistera dans les pays développés. Le ralentissement prolongé de la croissance en Europe et les efforts de réduction des déficits budgétaires ont nui à la reprise, tandis que le climat d'austérité budgétaire qui prévalait dans le monde développé en 2011 a empêché les gouvernements de prendre des mesures de stimulation supplémentaires, tout en limitant les options qui s'offraient pour réduire le chômage.

La croissance a été beaucoup plus robuste dans le monde en développement, ce qui a contribué à relever la moyenne mondiale et fait en sorte que la reprise globale a été aussi robuste que lors de toutes les reprises récentes. Les économies émergentes et en développement ont progressé de 6,2 p. 100 en 2011, aidées par de solides conditions macroéconomiques, des réformes structurelles et l'expansion de la demande intérieure. Les économies en développement d'Asie ont été le moteur de cette croissance, avec en tête la Chine et l'Inde, suivies par les pays émergents

d'Europe et d'Amérique latine et des Caraïbes. Néanmoins, la croissance dans le monde en développement a ralenti quelque peu par rapport au taux de 7,5 p. 100 enregistré en 2010. Ce ralentissement s'est poursuivi tout au long de l'année, chaque trimestre successif amenant des résultats plus faibles. Le ralentissement des économies de la Chine et de plusieurs pays asiatiques est le fruit de politiques de resserrement délibérées, tandis que les inondations survenues en Thaïlande ont perturbé les économies de la région au quatrième trimestre; par ailleurs, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ont été le théâtre d'une agitation politique considérable tout au long de l'an dernier.

Les prévisions à court terme laissent entrevoir une croissance plus faible de la production réelle en 2012, soit 3,5 p. 100, les économies développées ne progressant que de 1,4 p. 100, tandis que les économies en développement avanceront de 5,7 p. 100. En supposant une amélioration de la situation financière, le maintien des mesures de stimulation monétaire et un règlement acceptable des difficultés budgétaires, la croissance devrait s'accélérer en 2013 pour atteindre 4,1 p. 100. Il y a toutefois des risques à la baisse associés à ces facteurs, auxquels s'ajoutent la possibilité d'une aggravation de la situation en Europe, une plus grande incertitude géopolitique et des mouvements brusques des prix des produits de base. Tous ces facteurs contribuent à maintenir la conjoncture mondiale dans un état de fragilité plus grand qu'à l'habitude. Un règlement satisfaisant de la crise européenne dans des conditions favorisant la prospérité économique des pays concernés demeure l'un des principaux atouts qui pourraient soutenir la reprise économique dans le monde. Parmi les autres facteurs susceptibles d'avoir un effet favorable, il y a la préservation de la stabilité sociale et politique dans les économies asiatiques en développement qui procèdent à une décélération contrôlée, ainsi qu'une reprise soutenue de la croissance, de l'emploi et de la confiance des consommateurs aux États-Unis.